

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

RPM : Barro Chambrier appelle à l'amélioration du dispositif électoral

LE sujet avait déjà été abordé lors de l'audience que le chef de l'Etat avait accordée à une délégation de la Cour constitutionnelle conduite par son président.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Après une pause, plus ou moins prolongée, Alexandre Barro Chambrier, président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), reprend son périple dans le Gabon profond. Depuis le 17 décembre dernier, il séjourne dans la province de la Ngounié. Objectif : recueillir l'avis des populations sur leurs aspirations profondes. Occasion également pour lui de dresser un tableau peu réjouissant de l'actuelle gouvernance. De Sindara à Bongolo, en passant par Mouila, Barro Chambrier a animé plusieurs causeries. Même s'il ne s'est pas encore prononcé clairement sur sa candidature à la prochaine présidentielle, il ne manifeste cependant pas son désintérêt. Non sans inviter les populations au changement de paradigmes. Et ce, jusqu'à l'atteinte de l'alternance politique. "Je suis un homme déterminé. S'ils pensent qu'on va laisser le pays entre leurs mains,



Le président du RPM s'adressant aux populations de la Ngounié.

ils se rendront compte qu'ils se trompent lourdement. Cela dit, le moment est venu pour le peuple de se lever comme un seul homme, de faire encore plus qu'en 2016, et de ne pas accepter la fatalité", a exhorté Barro Chambrier aux populations de Sindara. Une alternance politique, selon lui, qui passe indubitablement par l'amélioration du dispositif électoral. "J'entends votre appel, mais nous devons encore faire beaucoup de travail. Je ne peux pas vous

donner de faux espoirs (...). Continuons de mettre en place un dispositif qui sera utile", soutient-il. À noter que cette étape de son périple revêt un intérêt particulier. En effet, certains cadres du RPM, par ailleurs originaires de la Ngounié ont récemment déposé leur tablier et ont rejoint immédiatement les "vertes prairies" du Parti démocratique gabonais (PDG). Le leader du RPM compte remobiliser les troupes après la démission desdits militants.

"Grogne sociale" : l'Union nationale invite le gouvernement à la concertation

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Mouvement de protestation populaire non respecté pour certains, mais très suivi par d'autres. La "journée ville morte", initiée par la société civile pour contester les nouvelles mesures gouvernementales de lutte et riposte contre la Covid-19, s'apparente à un verre à moitié plein ou vide, selon les différentes sensibilités. Dans tous les cas, la classe politique suit de très près cette grogne d'une frange de la société civile. C'est le cas de l'Union nationale (UN).

Le parti de Paulette Missambo s'est récemment fendu d'un communiqué, signé de Sosthène Nguema Nguema, secrétaire exécutif adjoint, chargé des Organisations de la société civile. D'entrée, l'auteur dudit communiqué bat en brèche les allégations inhérentes à un "non-événement". (...) En dehors du centre-ville de Libreville et du port d'Owendo où l'activité était plutôt minimale tous les autres quartiers, toutes les principales villes de l'intérieur du pays ont massivement répondu à cet appel à rester chez soi", indique son rédacteur. Avant d'ajouter sans sourire : "L'Union nationale félicite vivement les Gabonais qui ont unanimement et massivement exprimé par ce geste leur rejet de



Le secrétaire exécutif adjoint en charge des Organisations de la société civile, Sosthène Nguema Nguema.

la politique incohérente et liberticide que le gouvernement tente de leur imposer sous le fallacieux prétexte de la gestion d'une pandémie".

Occasion pour les militants de "l'Ancienne-Sobraga" d'inviter l'équipe dirigeante à mettre de l'eau dans son vin. "L'Union nationale invite le gouvernement à mesurer la portée réelle du signal fort que la population vient de lui adresser et à réajuster sa stratégie de lutte contre la Covid-19".

Ladite écurie est d'avis que le réajustement suggéré passe par : "L'abandon du copier-coller, du passage en force, de la menace et de l'intimidation pour emprunter la voie plus réaliste de la concertation avec les forces vives de la Nation".

Miroir du gouvernement

La fin du calvaire ?

L'ESPOIR de voir enfin un début de solution au conflit homme-éléphant peut-il être de mise au terme des assises nationales qui se sont tenues, du 15 au 17 décembre dernier, à l'auditorium du ministère des Eaux, des Forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargé du du plan climat et du Plan d'affectation des terres ?

Le choix de la dénomination même de cette rencontre, conflit "homme-éléphant" et non "homme-faune", démontre à suffisance, dans une certaine mesure, la détermination du gouvernement à trouver une issue pérenne à une situation qui, sur toute l'étendue du territoire national, n'engendre jusque-là que lamentations, désolation, colère, récriminations, etc.

En adoptant une stratégie et un plan national d'actions assis, entre autres, sur l'implantation des barrières élec-

triques, la mise en place d'une base de données afin d'évaluer les éventuels dégâts causés par les pachydermes et la collecte d'informations sur le terrain en vue d'une indemnisation des victimes, on peut naturellement penser que ces assises pourraient être annonciatrices d'une ère nouvelle. Surtout que la présence de la cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, à l'auditorium du département ministériel sus mentionné, a été perçue comme une volonté politique d'atténuer un conflit à défaut de l'éradiquer.

Pour autant, ce n'est que dans l'application effective des recommandations que l'on pourra réellement se rendre compte de la détermination du gouvernement. Ce d'autant plus que dans le même temps, ces assises ont été analysées, par une partie de l'opinion publique,

rien moins que comme une volonté du gouvernement de calmer, à l'approche des échéances électorales à venir, les populations victimes de dévastations des pachydermes. Quoi qu'il en soit, il revient donc à Rose Christiane Ossouka Raponda et à l'ensemble des membres de son équipe de faire mentir toutes ces allégations, à travers des actes concrets sur le terrain. Surtout que le ministre en charge des Eaux et Forêts, le Pr Lee White, a clairement laissé entendre que "le gouvernement ne ménagera aucun effort pour mettre en œuvre les résolutions et recommandations issues de ces assises". Manifestement, la balle est dans le camp de l'équipe gouvernementale.

J. KOMBILE MOUSSAVOU